

Grains fourragers

Les économistes au service du ministre des Finances (M. Turner) n'ont pas fait meilleure figure. Ils n'ont pas encore réussi à trouver une formule financière pour assurer à tous les Canadiens un revenu minimum, une honnête subsistance. C'est de l'à-peu-près, c'est du réchauffé, ce sont des expériences énormément coûteuses pour les contribuables, alors que les résultats se font attendre.

Monsieur le président, je me souviens qu'au mois de mars 1972, le ministre actuel de l'Agriculture, au comité permanent de l'agriculture, avait fait un commentaire tout à fait juste, et je suis convaincu qu'il avait pensé à sa remarque avant de la faire, parce qu'il était, avec les autres membres du comité, à étudier le budget du ministère de l'agriculture et des divers services. Voici ce que disait le ministre, qui était simple député à ce moment-là, et je cite:

En nous référant à nouveau sur les déclarations du sous-ministre à propos des économistes, tout ce que je dois faire, monsieur le président, c'est vérifier ce qu'ont fait les économistes et constater dans quel mauvais état ils ont mis l'agriculture au cours des dix dernières années depuis que je suis député. Certaines décisions ridicules ont coûté des millions de dollars à l'agriculture et aux cultivateurs de ma région.

Voilà le témoignage d'un homme averti. C'est pour cette raison que je dis que nous devons être très prudents, surtout le gouvernement, avant d'accepter telle ou telle formule à titre d'expérience. Je comprends que cela comporte toujours un certain risque, mais il faut néanmoins de plus en plus être très inquiet sur les résultats possibles avant d'adopter telle ou telle politique qui est présentée et l'analyser le plus soigneusement possible afin d'éviter de commettre des erreurs considérables.

Les économistes ont pourtant le devoir—à mon sens, on les paie pour cela—d'aviser plus sérieusement le gouvernement sur les besoins futurs de notre pays au point de vue alimentaire. A mon avis, ce travail est peut-être un peu compliqué, mais ils ont fait des études pour simplifier ces choses-là, afin que nous soyons mieux avertis et en mesure d'adopter des programmes qui serviront mieux la population du Canada, notamment les producteurs et les consommateurs. Ils devraient pouvoir indiquer les moyens sûrs à prendre pour augmenter notre production, pour assurer des prix proportionnés aux moyens financiers de la population et permettre en même temps aux producteurs de réaliser une marge de profit juste et raisonnable.

● (2050)

Ces dernières années, nous avons été témoins d'une diminution des emblavures dans les provinces des Prairies, et nous subissons maintenant le contrecoup de ces diminutions. Les prix des matières essentielles montent, notamment celui des grains de provende, et ce, juste au moment où, dans le monde entier, se pose le grave problème de l'alimentation, qui suscite tant d'inquiétude.

J'assistais récemment, dans la province de Québec, à un congrès de fermières qui, à mon sens, sont en mesure de donner un bon exemple aux hommes. Il est difficile maintenant de réunir beaucoup d'hommes pour étudier nos problèmes, alors que près de 1,000 femmes se sont penchées sur des problèmes très concrets, comme celui de l'alimentation, du coût à l'alimentation et des moyens à prendre pour tâcher de solutionner ces problèmes.

Monsieur l'Orateur, je constate que le temps passe, mais j'aimerais dire que nous avons une industrie agricole qui non seulement fait vivre les agriculteurs, mais, en même temps, contribue à procurer de l'emploi à des milliers de personnes. Il y a toutes sortes d'industries qui dépendent de l'agriculture, et si cette industrie n'est pas rentable, les

[M. Lambert (Bellechasse).]

industries connexes en subiront automatiquement les contrecoups. Il suffit de constater, par exemple, la diminution de la production de la viande au Canada, transformation pourtant moins considérable. Cela veut dire qu'il y a moins de transport, et qu'automatiquement on a moins besoin de main-d'œuvre, ce qui contribue à augmenter le problème du chômage. Les consommateurs eux-mêmes ont également intérêt à nous aider à trouver des solutions à cette situation, afin de pouvoir continuer à augmenter la production du bétail et la production alimentaire sous toutes ses formes au Canada.

Il est inquiétant de voir de quelle façon les choses se passent présentement dans la province de Québec! J'en ai déjà parlé il y a quelques semaines. J'ai cité des statistiques, et la situation n'a pas changé. Il s'agit de causer avec nos agriculteurs, avec ceux qui sont directement intéressés dans l'industrie laitière, pour constater que ce ne sont pas les petits producteurs, mais les grands, qui ont vu la montée en flèche des prix, qui s'inquiètent de la possibilité de réaliser des revenus pour faire face à leurs obligations, pour rembourser les dettes qu'ils ont contractées l'année passée, afin de mieux s'outiller pour être en mesure de produire davantage, le plus économiquement possible et faire face à la pénurie de main-d'œuvre.

Alors, ces producteurs, plutôt que de voir leur entreprise s'en aller en diminuant, bien qu'ils travaillaient davantage, ont préféré abandonner leur exploitation. Ils vendent leur troupeau laitier et, automatiquement, même s'il est acheté par d'autres producteurs, une certaine quantité de vaches laitières s'en vont à la boucherie, et ne rapporteront donc pas l'an prochain. Cela veut dire qu'au printemps de 1974 il y aura diminution du volume de la production alimentaire, et j'ai bien peur que d'ici un an ou deux, manger du steak de bœuf sera le privilège des gros «portefeuilles». Les petits, les économiquement faibles, seront obligés de se contenter de saucisses et de produits secondaires; ils ne pourront pas tirer avantage de la meilleure partie du bœuf. Or, il n'est pas humain de procéder de cette façon-là, alors qu'on a la possibilité, au Canada, de faire beaucoup mieux.

Je m'inquiète également au sujet d'un autre problème exposé dans un article publié dans *La Presse* du 12 juin 1973, et intitulé «Les éleveurs de porcs craignent les pressions des USA sur Ottawa». J'espère que ce n'est pas fondé. A tout événement, j'appelle l'attention du ministre de l'Agriculture sur cet article qui se lit ainsi:

Les États-Unis demandent au gouvernement canadien de supprimer les subventions sur le transport des grains de provende (pour l'alimentation des animaux de boucherie) entre l'Est et l'Ouest.

Certains disent que cela avantage les Québécois, et les agriculteurs de l'Est des États-Unis, ne jouissant pas du même avantage, prétendent qu'il s'agit d'une concurrence déloyale et tentent d'influencer le gouvernement canadien pour qu'il prenne une décision au sujet d'une diminution ou de la suppression des subventions au transport. On rapporte donc—j'espère que ce n'est pas vrai—que...

... le ministre fédéral de l'Agriculture, M. Eugene Whelan, a déclaré, la semaine dernière...

... donc avant le 12 juin...

... aux représentants de l'Union des producteurs agricoles, qu'il envisageait de supprimer effectivement ces subventions après avoir, bien entendu, réglé le problème de la commercialisation des grains de provende entre l'Ouest et l'Est du Canada.

Monsieur le président, on n'aura pas trop longtemps à attendre. Pour ma part, peu importe la formule; si l'on supprime les subventions au transport, on adoptera une